



MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE
AUPRÈS DES NATIONS UNIES

Seul le texte prononcé fait foi

**Intervention de la délégation suisse au segment de haut
niveau de l' ECOSOC 2004**

Déclaration

de

S.E. M. l'Ambassadeur Serge Chappatte
Directeur général adjoint de la Direction du développement et de la
coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères de la
Suisse

Check against delivery

**Statement of the Swiss delegation at the
ECOSOC 2004 High Level Segment**

Statement

by

H.E. Ambassador Serge Chappatte
Assistant Director General of the Swiss Agency for Development
and Cooperation (SDC) of the Swiss Federal Department of Foreign
Affairs

New York, 29 June 2004

Madame la Présidente,

La situation de la plupart des pays les moins avancés reste alarmante, et elle s'est malheureusement aggravée dans certains cas. C'est un défi majeur que nous nous devons d'affronter ensemble, dans l'esprit de partenariat que nous cherchons à développer depuis l'Assemblée du Millénaire, Bruxelles, Monterrey et Johannesburg.

La coopération internationale de la Suisse est fondée depuis près de trente ans sur la priorité à donner aux plus pauvres et aux pays les moins avancés. Elle consacre à ces derniers 0,15% de son revenu intérieur brut.

Force est pourtant de constater que les efforts consentis par la Suisse ainsi que tous les autres partenaires au développement n'ont pas encore porté leurs fruits.

Les actions qui devraient être encore entreprises ou approfondies pour aider les pays les moins avancés à accéder à la prospérité sont nombreuses, variées et fréquemment interdépendantes.

Permettez-moi, Madame la Présidente, de me concentrer sur trois domaines qui me semblent cruciaux :

1. La relation entre développement, paix et sécurité.
2. Le potentiel de développement lié au marché commercial.
3. La gestion de la dette publique.

(1. La relation entre développement, paix et sécurité)

Plus du tiers des PMA africains sont plongés dans des situations de conflit, ou tentent d'en émerger. L'impact de ces situations est dramatique pour les populations, et interdit toute tentative de développement économique. De plus, la situation de ces pays affecte généralement toute leur sous région, fragilisant les pays limitrophes dans leurs propres efforts de développement.

Il ne fait aucun doute que les conflits anéantissent tout espoir de développement et qu'ils consomment en vain les ressources financières et naturelles qui devraient alimenter les efforts de développement ; il est vrai aussi que certaines des causes de ces conflits sont intimement liées à l'absence de développement économique et social. Un cercle vicieux particulièrement dramatique se referme ainsi, et engendre des millions de victimes innocentes.

Il est essentiel que des solutions appropriées soient développées et appliquées à l'endroit de ces pays martyrisés. Ces solutions doivent intégrer les efforts conduits habituellement de façon parallèle dans les domaines de la paix et de la sécurité d'une part, et de la promotion du développement économique et social d'autre part.

Cette intégration devrait viser à l'établissement d'une forme de sécurité qui soit propice au redémarrage du développement économique et social, et devrait pleinement reconnaître la spécificité de la situation de chaque pays affecté. Elle devrait comprendre au moins :

- Les efforts entrepris pour réformer le secteur de la sécurité et pour lui donner crédibilité et légitimité ;
- La mise en place de l'état de droit, en particulier d'institutions judiciaires solides et légitimes, ainsi que de l'exécution d'une justice loyale et prévisible ;
- Le respect des droits de l'homme ;
- Des efforts tangibles et substantiels de démocratisation des processus sociaux et politiques dans les pays concernés.

Dans ce contexte, et tout particulièrement dans le cas des pays les moins avancés émergeant d'un conflit, il est essentiel que les partenaires de développement, en particulier le système des organisations des Nations Unies, les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux coopèrent étroitement et s'assurent que tous les efforts de mobilisation de ressources soient intégrés aux démarches et efforts en appui à la paix et à la stabilité.

(2. Le potentiel de développement lié au marché commercial)

L'accès des exportations aux marchés des pays industrialisés, ainsi qu'à ceux de pays de leurs régions respectives, demeure une préoccupation fondamentale. En effet, l'agenda de développement de Doha de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) reste à mener à bien, en particulier en matière d'agriculture et de services. L'agriculture constituant indiscutablement une des priorités, la définition des modalités de négociation dans ce domaine devient pressante.

Il est certainement crucial que les pays industrialisés définissent des processus de démantèlement tarifaires et de suppressions progressives de leurs subventions qui créent des distorsions au commerce. Leurs préoccupations non-commerciales devront toutefois être également prises en considération.

Il est aussi crucial que le GSP (Système Généralisé de Préférence) soit rendu plus efficace, plus contraignante et plus simple.

Il est important de tenir compte des circonstances spécifiques et des besoins des économies des PMA dans la mise au point de régimes de traitements spéciaux et différenciés. Une partie de la solution pourrait consister en ce que les PMA définissent eux-mêmes les produits sensibles. De plus, des mécanismes spéciaux de sauvegarde pourraient être négociés et appliqués.

Plus généralement, les traitements spéciaux et différenciés devront offrir davantage de flexibilité pour la mise en œuvre des différents accords de l'OMC, selon les capacités institutionnelles des PMA. De plus, leurs engagements en matière de réductions tarifaires devront être modulés en vue de tenir compte de leurs besoins en matière de développement, notamment le renforcement des marchés locaux.

Toutefois, l'accès au marché ne sera possible que si les ressources internes et externes de financement du développement sont affectées plus systématiquement au développement des capacités humaines et institutionnelles des PMA, par exemple dans le domaine des exigences phytosanitaires.

L'intégration commerciale régionale des PMA est aussi une priorité. Les capacités de négociations d'organisations comme l'ASEAN, le CARICOM, la CEDEAO (ECOWAS) ou encore la SADC nécessitent, elles aussi, un appui pour mieux viabiliser des accords commerciaux régionaux. En plus, il faudrait veiller à ce que les pays en développement plus avancés facilitent eux aussi l'accès des produits en provenance des pays plus faibles à leur marchés (south-south trade).

(3. La gestion de la dette publique)

La problématique de la dette revêt une importance particulièrement grande pour les pays moins avancés. Le fardeau que la dette représente pour les PMA doit être allégé durablement. La Suisse a soutenu dès l'origine l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE/HIPC). Elle se réjouit que la proposition d'une prolongation de l'initiative ait été accueillie favorablement pour permettre à un certain nombre de pays émergeant de conflits, notamment en Afrique, d'en bénéficier. Cette initiative doit être complétée par une nouvelle stratégie visant à stabiliser à long terme le volume de la dette de ces pays à un niveau soutenable. Il convient d'éviter que ces pays ne retombent dans un endettement insoutenable. Dans ce but, il faut jeter les bases d'un nouveau partenariat entre les PMA et leurs créiteurs bilatéraux et multilatéraux.

La capacité d'endettement de chaque PMA devrait déterminer le taux de concessionnalité des nouveaux crédits qui sont nécessaires à son développement. Pour permettre aux PMA d'atteindre les objectifs de développement du millénaire, notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'accès au système d'eau potable et les infrastructures rurales, un renforcement institutionnel des PMA est nécessaire entre autre dans le domaine de la gestion de l'endettement, de la mise sur pied de cadres budgétaires à moyen terme et de l'élargissement de l'assiette fiscale. Aux impôts indirects doivent s'ajouter de manière croissante les impôts directs sur les revenus. Cela est d'autant plus vrai que l'intégration souhaitée des PMA dans le système commercial mondial conduira à terme une réduction des revenus douaniers.

Merci de votre attention Madame la Présidente.

Madam President,

The situation of the majority of the least developed countries remains alarming, and has unfortunately worsened in certain cases. It is a major challenge that we owe ourselves to face together, in the spirit of partnership which we have been seeking to develop since the Millennium Summit, Brussels, Monterrey and Johannesburg.

The international co-operation of Switzerland has been founded since nearly thirty years on the priority to be given to the poorest and the least developed countries. It devotes to the latter 0,15% of its gross domestic income.

We are however forced to acknowledge that the efforts made by Switzerland and all the other development partners have not yet borne their fruit.

The actions which are still to be undertaken or furthered in order to help the least developed countries to reach prosperity are numerous, varied and frequently interdependent.

Allow me, Madam President, to concentrate on three areas which seem crucial to me:

1. The relation between development, peace and security.
2. The potential of development related to trade and markets.
3. The management of the national debt.

(1. the relation between development, peace and security)

More than a third of the African LDCs are affected by conflicts, or are trying to emerge from them. The impact of these conflict situations is dramatic for populations, and hampers any attempt of economic development. Moreover, the situation of these countries generally affects their whole sub-region, weakening their neighbouring countries' own efforts for development.

There is no doubt that conflicts destroy all hope of development and the financial and natural resources which should be mobilized for development ; it is also true that some of the causes of these conflicts are closely related to the lack of economic and social development. Thus, a particularly dramatic vicious circle closes down, which generates millions of innocent victims.

It is essential to develop and implement solutions that are suitable to these martyred countries. These solutions must integrate the efforts generally made separately in the fields of peace and security on the one hand, and the promotion of economic and social development on the other hand.

This integration should aim at establishing the kind of security situation which is favourable to a restarting of the economic and social development while fully recognizing the specificity of the situation of each affected country. It should include at least:

- Efforts made to reform the security sector in order to give it more credibility and legitimacy;

- The establishment of the rule of law, in particular through solid and legitimate judiciary institutions, as well as the provision of a fair and predictable justice;
- The respect of human rights;
- Tangible and substantial efforts in the democratization of the social and political processes.

In this context, and particularly in the case of least developed countries emerging from conflict, it is essential that development partners and in particular the UN system, the international financial institutions and the bilateral donors cooperate closely and make sure that all efforts of resource mobilization are integrated with the steps taken in support of peace and stability.

(2. potential of development related to the produce market)

Access of LDCs' products to the markets of developed countries, as well as to those of countries in their own region remains a fundamental concern. Indeed, the Doha development agenda of the World Trade Organization (WTO) remains to be concluded, particularly in the areas of agriculture and services. Agriculture being indisputably one of the priorities, the definition of negotiation modalities in this field is urgent.

It is certainly crucial that developed countries define processes of tariff dismantling and progressive abolition of their subsidies which cause market distortions. However, their non-commercial concerns will have to be taken into account.

Further, it is crucial that the GSP (Generalized System of Preferences) is made more effective, more constraining and simpler.

It is important to consider the specific circumstances and needs of the economies of the LDCs in the definition of special and differentiated treatment options. Part of the solution could consist in the LDCs defining themselves the sensitive products. Moreover, special safeguard mechanisms could be negotiated and applied.

More generally, the special and differentiated treatments will have to offer more flexibility in implementing the various WTO agreements, commensurate with the institutional capacities of each LDC. In addition, LDCs' commitments as regards tariff reductions will have to be modulated in order to take their development needs into account, in particular the strengthening of local markets.

However, market access will only be possible if the internal and external resources of development financing are more systematically attributed to the human and institutional capacity development of the LDCs, for example in the field of phytosanitary requirements.

Regional economic and trade integration of the LDCs is also a priority. The negotiating capacities of organisations like ASEAN, CARICOM, ECOWAS or the SADC also need support to facilitate the implementation of regional trade agreements. Moreover, the more advanced developing countries should also facilitate the access of the products coming from weakest countries to their markets (south-south trade).

(3. the management of the national debt)

The issue of debt remains of particular importance for the least developed countries. The debt burden which affects the LDCs must be reduced sustainably. Switzerland supported right from the start the initiative in favour of the heavily indebted poor countries (HIPC). It is pleased that the proposal to extend the duration of the initiative was received favorably ; it would indeed allow a certain number of countries emerging from conflicts, in particular in Africa, to benefit from it. This initiative must be supplemented by a new strategy aiming at stabilizing, in the long run, the volume of debt of these countries on a bearable level. It is indeed important to prevent that these countries fall back into unsustainable debt. To this end, it is necessary to lay the foundations of a new partnership between the LDCs and their bilateral and multilateral creditors.

The debt handling capacity of each LDC should determine the rate of concessionality of the new credits which are necessary to its development. To make it possible for the LDCs to achieve the millennium development goals, in particular in education, health, access to safe water and rural infrastructures, a strengthening of their institutions is necessary, particularly in the field of debt management, the setting-up of medium term budgetary frameworks and the widening of the tax base. Along with indirect taxes, direct income taxes will need to be introduced in an increasing way. That is all the more true as the desired integration of the LDCs in the world trade system will eventually lead to a reduction of their customs revenues.

Thank you for your attention Madam President.